

Ville d'Hagondange

Renforcement Canalisation
Ø 150 mm –
Route de Boussange à Hagondange

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Maître d'Ouvrage :

VILLE D'HAGONDANGE
Place Jean Burger
57300 HAGONDANGE
Tel : 03 87 71 50 10

Maître d'œuvre :

SOCIETE MOSELLANE DES EAUX
9, rue Teilhard de Chardin
57050 METZ Cedex
Tel : 0 969 32 35 54

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1.	Objet du marché - emplacement des travaux - domicile de l'entrepreneur -	4
1.2.	Tranches et lots	4
1.3.	Travaux intéressant la défense	4
1.4.	Contrôle des prix de revient	4
1.5.	Maîtrise d'oeuvre	4
1.6.	Contrôle technique	4
1.7.	Coordonnateur SPS	4
1.8.	Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	4
1.9.	Documents à produire au titre de l'article R 324-4 ou R 324-7 du Code du Travail	4
ARTICLE 2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE - NATURE DES TRAVAUX	4
ARTICLE 3	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DES PRIX - REGLEMENTS DES COMPTES	5
3.1.	Répartition des paiements	5
3.2.	L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :	5
3.3.	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - travaux en régie - Approvisionnements	5
3.4.	Variation de prix	5
3.5.	Paieement des co-traitants et des sous-traitants	6
3.6.	Délais de paiement	7
ARTICLE 4	DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	7
4.1.	Délai d'exécution des travaux	7
4.2.	Prolongation du délai d'exécution	7
4.3.	Pénalités pour retard - Primes d'avance	7
4.4.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	7
4.5.	Retenues pour remise des documents fournis après exécution	7
ARTICLE 5	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	7
5.1.	Retenue de Garantie	7
5.2.	Avance	7
5.3.	Avance sur matériel	7
5.4.	Reconduction	7
5.5.	Prestations similaires	7
ARTICLE 7	IMPLANTATION DES OUVRAGES	8
7.1	Piquetage général	8
7.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	8
ARTICLE 8	PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	8
8.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	8
8.2	Plans avant exécution - Note de calculs - Etudes de détails	8
8.3	Organisation, sécurité et hygiène des chantiers	8
ARTICLE 9	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	8
9.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	8

9.2	Réception	9
9.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	9
9.4	Documents fournis après exécution.....	9
9.5	Délai de garantie	9
9.6	Garanties particulières	9
9.7	Assurances	9
10	<i>RESILIATION</i>.....	9
11	<i>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</i>.....	9

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché - emplacement des travaux - domicile de l'entrepreneur -

Les travaux visés par le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) sont définis sur la page de garde du présent document. Les travaux seront exécutés pour le compte du maître d'ouvrage désigné sur cette même page et se situeront sur le territoire relevant de sa compétence.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), le bordereau particulier des prix et le bordereau général pour travaux de viabilité.

A défaut d'indication, dans l'acte d'engagement, du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au siège du maître d'ouvrage dont l'adresse est indiquée sur la page de garde, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2. Tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en lots des travaux visés par le présent document sauf disposition contraire de l'Acte d'Engagement.

La décision du Pouvoir Adjudicateur prescrivant l'exécution de la tranche conditionnelle est notifiée par ordre de service à l'entrepreneur au plus tard 1 an après la notification du marché.

Si cette décision est notifiée au delà du délai ci dessus, l'entrepreneur peut refuser ou accepter d'exécuter la tranche conditionnelle.

Dans tous les cas, il n'est prévu aucune indemnité d'attente, ni de dédit.

1.3. Travaux intéressant la défense

Sans objet

1.4. Contrôle des prix de revient

Sans objet

1.5. Maîtrise d'oeuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par la Société Mosellane des Eaux – Veolia Eau chargée d'une mission qui ne comprend pas les études d'exécution des ouvrages.

1.6. Contrôle technique

Il n'est pas prévu l'intervention d'un contrôleur technique agréé.

1.7. Coordonnateur SPS

Sans objet.

1.8. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du C.M.P., une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article 3 **du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.**

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1.9. Documents à produire au titre de l'article R 324-4 ou R 324-7 du Code du Travail

Le cas échéant, le titulaire fournira tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (art R 324-4-1° a),
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement (art R 324-4-3°).

Pour les intervenants étrangers, les pièces à fournir sont celles mentionnées à l'article R 324-7 du Code du Travail.

En cas de non remise des documents mentionnés ci dessus, le marché sera résilié dans les conditions définies à l'article 10.

ARTICLE 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ - NATURE DES TRAVAUX -

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

a/ pièces particulières

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).
- Le bordereau particulier des prix unitaires.
- Les prix du détail estimatif.

b/ pièces générales (non jointes au marché)

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini au 3.3.1:

- cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux,
- fascicules interministériels du cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux.

c/ les normes homologuées

L'ensemble des matériaux et fournitures devra être conforme aux normes homologuées.

L'attestation de conformité à la norme et aux prescriptions complémentaires de qualité est fournie par l'utilisation de la marque NF ou d'une marque équivalente. En tout état de cause, il appartient au soumissionnaire d'apporter au maître d'ouvrage la preuve de la conformité de ses produits aux exigences spécifiées.

ARTICLE 3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DES PRIX - REGLEMENTS DES COMPTES -

3.1. Répartition des paiements

3.2. L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entrepreneur titulaire et à ses sous traitants,
- l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous traitants.

3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - travaux en régie - Approvisionnements

3.3.1.

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les prix du lot assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées au 12 de l'article 10 du C.C.A.G., les dépenses afférentes à la coordination et, le cas échéant, la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants ou sous-traitants.

Les prix du marché sont établis en comprenant les dépenses et sujétions d'exécution visées à l'article 10.11 du C.C.A.G.

3.3.2.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché, seront réglés par application des prix unitaires/forfaitaires figurant dans le bordereau particulier des prix renseigné par le titulaire et dont les conditions d'exécution technique applicables sont définies dans le libellé complet mentionné au bordereau général pour travaux de viabilité. Les éventuels travaux supplémentaires seront réglés par application des prix unitaires figurant soit au bordereau des prix supplémentaires établi en cours d'exécution du marché soit au bordereau général des travaux de viabilité.

Dans le cas de marché à prix forfaitaire, les travaux constatés seront réglés par acomptes en pourcentage du montant en prix de base du prix forfaitaire.

3.3.3.

Par application de l'article 11.3 du C.C.A.G. l'obligation pour l'entrepreneur d'exécuter des travaux en régie cesse lorsque le montant total des droits à paiement atteint le pourcentage limite de (3) % trois pour cent.

3.3.4.

La masse des travaux pourra être augmentée conformément aux stipulations du 4 de l'article 15 du C.C.A.G. ceci sur ordre de service avec décision de poursuivre ou par conclusion d'un avenant.

3.3.5.

En application de l'article 11.4 du C.C.A.G., les approvisionnements seront réglés en appliquant aux quantités à prendre en compte des prix unitaires de l'offre ou du devis-cadre diminués de 40 %

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis les matériaux et éléments concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés. Un procès-verbal relatant la constatation matérielle des approvisionnements réalisés, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur seront soumis pour signature au maître d'œuvre.

3.3.6.

Les projets de décomptes seront présentés conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G. Le décompte doit être adressé au maître d'œuvre par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui être remis contre récépissé. Dès qu'il est en possession de l'avis de réception ou du récépissé, l'entrepreneur adresse au comptable assignataire une note comportant les renseignements indispensables à la demande de paiement et précisant la date de réception portée sur l'avis ou sur le récépissé.

3.3.7.

Le projet de décompte final sera présenté dans les délais fixés à l'article 13.32 du C.C.A.G.

3.3.8.

Par dérogation à l'article 11.3 du C.C.A.G., le règlement des travaux exécutés sur dépenses contrôlées sera effectué par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le détail estimatif ou le bordereau des prix unitaires, l'ensemble affecté des éventuels rabais ou majorations et révision de prix contractuels.

3.4. Variation de prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations figurant dans l'acte d'engagement.

3.4.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres, ce mois est appelé "mois zéro". Il est précisé dans l'acte d'engagement.

3.4.2. Choix de l'index de référence

L'index I choisi pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est indiqué dans l'acte d'engagement.

3.4.3. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n d'exécution des prestations est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{I_n}{I_0}$$

dans laquelle :

I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement au mois zéro et au mois n.

3.4.4. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_{d-3}}{I_0}$$

dans laquelle :

I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I du marché, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

3.4.5. Actualisation ou révision provisoire

Lorsqu'une actualisation ou une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Le montant des acomptes est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ce montant est éventuellement rectifié en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.5. Paiement des co-traitants et des sous-traitants

3.5.1. Désignation de sous-traitants

3.5.1.1.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à la personne responsable du marché ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

a/ la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,

b/ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,

c/ lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,

d/ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance : sont précisés notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités,

e/ les capacités professionnelles et financières du sous-traitant

f/ la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coût d'une interdiction d'accéder aux marchés publics

Le silence de la personne responsable du marché gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents sus-mentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant ou que son montant a été réduit afin que le paiement direct soit possible.

3.5.1.2.

Lorsque la demande est présentée dans l'offre ou la soumission, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

L'avenant ou l'acte spécial de sous-traitance indique, en plus des renseignements sus-mentionnés, la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des Marchés Publics, le comptable assignataire des paiements, le compte à créditer du sous-traitant.

3.5.2. Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le représentant du groupement vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le représentant du groupement vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte

- une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A. Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Et/ou

- la notification éventuelle de refus ou de modification de paiement adressée par le titulaire au(x) sous-traitant(s),

le tout dans le délai de 15 jours mentionné au 2^{ème} alinéa de l'article 116 du Code des Marchés Publics.

3.6. Délais de paiement

Le délai de paiement des sommes dues en exécution du présent marché est de 30 jours.

Le dépassement du délai de paiement ouvre le bénéfice d'intérêts moratoires calculés selon le taux d'intérêt légal majoré de deux points.

ARTICLE 4 DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1. Délai d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4.2. Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé dans les cas suivants :

- constat contradictoire de l'impossibilité d'exécuter les travaux.

4.3. Pénalités pour retard - Primes d'avance

Les pénalités prévues par l'article 20 du C.C.A.G. sont applicables. Il n'est pas prévu de primes d'avance.

En cas de non respect des délais fixés aux articles 8.1 et 8.2 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 Euros sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du C.C.A.G.

4.4. Repiement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations de l'article 37 du C.C.A.G. sont seules applicables.

4.5. Retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, tels qu'ils sont définis au 4 de l'article 9 du présent C.C.A.P., une retenue provisoire égale à 1 000 Euros sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G., sur les sommes dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Retenue de Garantie

En application des articles 101, 102 et 103 du code des marchés publics, une retenue de garantie sur acomptes de cinq pour cent sera appliquée par le Service Comptable.

En application des articles 4.15 et 4.2 du C.C.A.G. et de l'article 102 du code des marchés publics, la retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou une garantie à première demande.

5.2. Avance

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire du marché, en application de l'article 87 du Code des Marchés Publics.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC des prestations à exécuter dans les douze premiers mois d'exécution du marché ou de la tranche.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 45 jours comptés à partir de la notification de l'ordre de service de démarrage du délai contractuel d'exécution des travaux.

Son montant ne sera ni actualisé, ni révisé.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations qui figure à un décompte mensuel, atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants, selon les dispositions de l'article 115 du Code des Marchés Publics. Son montant et les conditions de remboursement sont fixés dans les mêmes conditions que pour le titulaire.

5.3. Avance sur matériel

Aucune avance sur matériel de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

5.4. Reconduction

En application de l'article 16 du Code des marchés publics, le marché pourra faire l'objet d'une reconduction au plus.

5.5. Prestations similaires

En application de l'article 35, du Code des Marchés Publics, un marché pourra être passé pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché

ARTICLE 6 - PROVENANCE - QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'entrepreneur devra faire auprès du maître d'œuvre une demande d'agrément des matériaux qu'il se propose d'utiliser, ceci avant toute commande auprès des fournisseurs ; réponse devra lui être faite dans le délai de huit jours après réception de la demande.

L'entrepreneur a la possibilité de préciser dans le détail estimatif ou dans une note jointe au devis qui devra être annexée au marché, les qualités et marques des matériaux. Dans ce cas, l'acceptation de son offre après mise au point du marché vaudra également acceptation des matériaux proposés et dispensera l'entrepreneur de présenter une demande d'agrément.

Si l'entrepreneur propose d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, celui-ci garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures dont les caractéristiques sont annexées au détail estimatif.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES OUVRAGES-

7.1 Piquetage général

Le piquetage général sera effectué par l'entrepreneur contradictoirement entre celui-ci et le Maître d'Ouvre avant le commencement des travaux.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Par dérogation à l'article 27.31 du C.C.A.G., l'entrepreneur devra recueillir toutes les informations sur la nature et la position des ouvrages souterrains ou enterrés.

Avant tout commencement des travaux, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles, sera effectué après le piquetage général, avec les services ou les propriétaires concernés dûment convoqués par l'entrepreneur.

Le piquetage et les éventuels sondages seront effectués par l'entrepreneur et à ses frais.

Seuls les sondages réalisés avec l'accord préalable du Maître d'Ouvre donneront lieu à paiement à l'entrepreneur.

ARTICLE 8 PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G., la période de préparation est fixée à un mois à dater de l'ordre de service prescrivant son démarrage. Cette période n'est pas incluse dans le délai contractuel fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G. et le soumettre au visa du Maître d'Ouvre avant la fin de la période de préparation. En cas de retard, les pénalités définies au 4.3 s'appliquent.

8.2 Plans avant exécution - Note de calculs - Etudes de détails

Les documents d'exécution des ouvrages sont établis par l'entrepreneur et soumis, au visa du Maître d'œuvre pendant la période de préparation et avant démarrage du chantier.

En cas de retard, les pénalités fixées au 4.3 s'appliquent.

Sur accord express du Maître d'œuvre, les documents relatifs à certains ouvrages pourront être remis en cours de chantier

Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles, au plus tard 15 jours après leur réception.

8.3 Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Seules les dispositions de l'article 31 du C.C.A.G. sont applicables y compris les éventuelles déviations de la circulation qui sont à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 9 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. et du C.C.T.P. seront réalisés dans les conditions indiquées au CCTP

Le Maître d'Ouvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le C.C.T.P. :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau, dans la mesure où ils seront concluants ; dans le cas contraire, leur coût sera à la charge de l'entreprise non rémunérée,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvre dans la mesure où ils sont concluants ; dans le cas contraire, leur coût pris en charge par le Maître d'Ouvre, sera déduit des sommes dues à l'entrepreneur.

9.2 Réception

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

En application de l'article 10 du C.C.A.G., un ordre de service pourra prescrire à l'entrepreneur de mettre certains ouvrages ou parties d'ouvrages non achevés, à la disposition du Maître d'Ouvrage.

9.4 Documents fournis après exécution

Les documents à fournir après exécution, le seront en quatre exemplaires dont un reproductible et comprendront les pièces suivantes :

- Notices de fonctionnement de documentation et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions des normes françaises en vigueur y compris les éventuels rectificatifs.
- Plans des ouvrages exécutés avec leur récolement par rapport aux points fixes conformément au CCTP.

Les documents seront remis au plus tard le jour des opérations préalables à la réception.

9.5 Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9.6 Garanties particulières

Le CCTP définit les garanties particulières éventuelles.

9.7 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants et les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ou les modalités de leur exécution et d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Par dérogation à l'article 4.3 du CCAG, cette attestation devra indiquer les montants des plafonds des garanties par année d'assurance et la nature précise des activités garanties.

Le remboursement de la retenue de garantie ou la levée de la caution, ainsi que le règlement pour solde sont subordonnés à la délivrance au maître d'ouvrage, par l'assureur, d'une attestation de garantie décennale afférente au chantier.

10 RESILIATION

Le marché est résilié aux torts du titulaire sans que celui ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des Marchés publics,
- en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du Code du Travail
- lorsqu'il a contrevenu à l'article R 324-4 ou R 324-7 du Code du Travail,

après mise en demeure restée infructueuse. La mise en demeure est notifiée par écrit. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois pour satisfaire aux obligations de celle ci ou pour présenter ses observations.

Pour toutes les autres causes de résiliation, il est fait application du CCAG Travaux – articles 46 et suivants.

11 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants du CCAG :

Articles du CCAP	Articles du CCAG
3.2.8	11.3
3.6	13.43
4.3	49.1
7.2	27.31
8.1	28.1
9.7	4.3

Dressé par le Maître d'Oeuvre